

UNE MISE EN GARDE DU FMI AUX ÉTATS-UNIS

La guerre, seule alternative à la crise économique



Les déclarations d'autosatisfaction de l'administration Bush annonçant une croissance économique record sont démenties par les faits. En réalité, le chômage progresse, la production intérieure s'effondre et l'économie se tourne toute entière vers la guerre. La dette extérieure atteint un niveau critique, sans précédent pour un pays industrialisé et, selon le Fonds monétaire international, menace l'économie mondiale. La spécialisation des industries d'armement rend impossible un retour à une économie de paix. Les États-Unis sont entrés dans un cycle infernal où leur survie économique dépend de la poursuite de la guerre.

page 2

Al Qaïda aurait tué 133 Français pour imposer le voile islamique !

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Walid Phares, du cabinet de relations publiques pro-israélien Benador Associates, présente une lecture totalement irrationnelle de la polémique sur le foulard islamique. Jacques Chirac aurait tenté de passer un marché avec le diable : soutenir les Irakiens et les Palestiniens et obtenir en échange de pouvoir interdire le voile. Mais il se serait damné pour rien et Al Qaïda aurait fait sauter l'avion français qui s'est abîmé près de Charm-el-Scheik.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Les États-Unis et le Royaume-Uni déclarent qu'Israël sera le dernier État du Proche-Orient à désarmer

■ La Libye dément avoir noué des relations avec Israël, Israël déplore qu'elles aient fuité

■ Le roi Abdullah ne veut pas faire de la Jordanie une « patrie alternative » pour les Palestiniens

■ Des parlementaires israéliens constituent un comité destiné à nouer des liens avec les organisations chrétiennes pro-israéliennes dans le monde

■ L'Autorité palestinienne tente de reprendre le contrôle de la rue et de désarmer les factions militantes

■ Le Japon maintient son implication au Proche-Orient et notamment en Irak

page 15



HOWARD DEAN : « NOUS NE SAVONS PAS CE QUI S'EST PASSÉ LE 11 SEPTEMBRE »

Aux États-Unis, où les questions relatives aux circonstances du 11 septembre sont soumises à la vindicte médiatique, rares sont les personnalités politiques qui osent aborder le sujet. Howard Dean, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle a - prudemment- appelé à une véritable enquête : « La théorie la plus intéressante que j'ai entendu jusqu'à présent - qui n'est rien de plus qu'une théorie, non prouvée - c'est qu'il [G.W. Bush] a été alerté bien avant [les attentats] par les Saoudiens. » Plus tard : « Je ne peux pas imaginer que le Président des États-Unis ait fait cela. » Il a ajouté que Bush devait « fournir l'information » à la commission d'enquête sur le 11 septembre. Interrogé sur la raison pour laquelle il a soulevé cette question, il a déclaré « Parce qu'il y a des gens qui croient cela. Nous ne savons pas ce qui s'est passé le 11 septembre. »

Une mise en garde du FMI aux États-Unis

La guerre, seule alternative à la crise économique

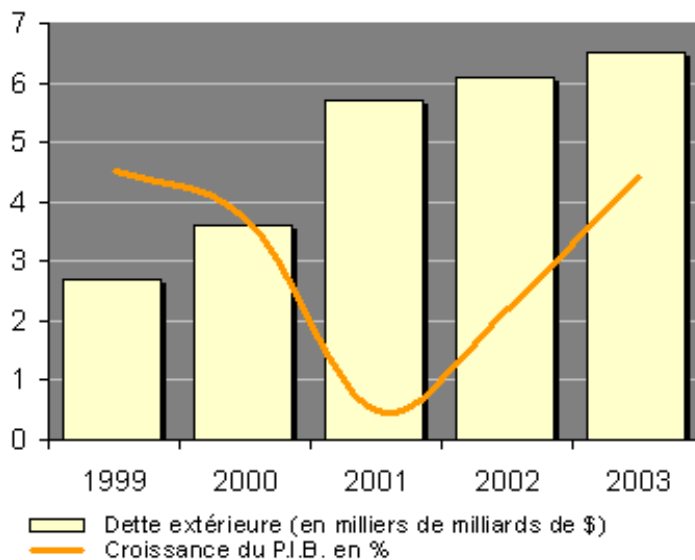
Les déclarations d'autosatisfaction de l'administration Bush annonçant une croissance économique record sont démenties par les faits. En réalité, le chômage progresse, la production intérieure s'effondre et l'économie se tourne toute entière vers la guerre. La dette extérieure atteint un niveau critique, sans précédent pour un pays industrialisé et, selon le Fonds monétaire international, menace l'économie mondiale. La spécialisation des industries d'armement rend impossible un retour à une économie de paix. Les États-Unis sont entrés dans un cycle infernal où leur survie économique dépend de la poursuite de la guerre.



Fin 2003, le département du Commerce a rendu publique son estimation finale de la croissance aux États-Unis : un bond de 8,2 % du produit intérieur brut (PIB) pour le 3e trimestre. Le pays n'avait pas connu une aussi forte croissance depuis 19 ans. Dans un même élan, la presse a salué « *le retour de la croissance* »

aux États-Unis ». Quelques analystes ont cependant pris de la distance avec cet enthousiasme, observant que le chômage a fortement progressé entre 2000 et 2003 (4,0 % en 2000, 4,8 % en 2001, 5,8 % en 2002 et 6,1 % en 2003). Mais deux faits importants ont été rapidement évacués. La croissance est en effet liée à un important endettement du pays et à un redéploiement des dépenses du social vers le militaire. L'économie états-unienne est maintenant orientée vers la guerre.

DETTE EXTÉRIEURE ET TAUX DE CROISSANCE DES ÉTATS-UNIS



NB : LE CHIFFRE DE LA DETTE EXTÉRIEURE POUR 2002 EST UNE INTERPOLATION

La croissance à crédit

Les États-Unis ont financé leur croissance par l'endettement. En 2002, le pays connaissait son premier déficit budgétaire depuis 1997. Celui-ci a peu à peu sombré de 1,5 % en 2002, à 3,5 % en 2003 et devrait atteindre 4,2 % en 2004. À titre de comparaison, le pacte de stabilité budgétaire de la zone euro établit une limite à 3 %.

La dette extérieure, qui était en 2000 de 3 600 milliards de dollars (39 % du PIB), est passée en 2003 à 6 500 milliards de dollars (58,5 % du PIB). Une inquiétante évaluation, réalisée par l'Office budgétaire du Congrès, indique que la dette devrait être de 14 000 milliards dans dix ans. L'ancien secrétaire au Trésor Paul O'Neil a, de son côté, effectué une étude selon laquelle le déficit des États-Unis dans les cinquante prochaines années atteindrait les 44 000 milliards de dollars.

Le 7 janvier 2004, le Fonds monétaire international (FMI) a organisé une conférence de presse sur les politiques fiscales des États-Unis et leurs conséquences sur l'économie mondiale [1]. L'organisation, pourtant créée et largement pilotée par Washington, s'est livrée à un véritable réquisitoire contre la politique économique de l'administration Bush. Selon le FMI, la dette extérieure des États-Unis a atteint un niveau sans précédent pour un pays industrialisé. Ce phénomène provoque une augmentation des taux d'intérêts et un ralentissement de la croissance mondiale.

Le pillage, seule stratégie face à la dette

Observant l'augmentation vertigineuses de la dette qui dépasse considérablement la solvabilité du pays, Robert Freeman s'interroge sur l'orientation économique choisie par l'administration Bush. Il existe, selon lui, cinq stratégies possibles. [2]

La première consiste à lever des impôts et à payer les créances. Ce n'est clairement pas l'option retenue par l'administration Bush. La seconde consiste à imprimer des billets verts. Mais l'usage massif d'une telle solution entraînerait un effondrement inévitable de l'économie.

Une troisième stratégie, proposée par le FMI aux pays du Tiers-Monde, consiste à privatiser les biens nationaux et à les vendre à l'étranger. On pourrait penser cette option très improbable. Pourtant, en laissant baisser le dollars, l'administration Bush ne favorise pas seulement l'exportation : elle permet aussi aux capitaux étrangers de racheter des entreprises états-uniennes.

Une quatrième stratégie consiste à refuser de payer la dette, comme le firent les bolcheviques lorsqu'ils prirent le pouvoir en Russie. Pour Robert Freeman, cette option est « *plus proche que ne l'imaginent la plupart des citoyens américains* ». En effet, un part significative du déficit concerne le financement de la Sécurité sociale dont la privatisation devrait être l'une des priorités de Bush s'il remportait les élections de 2004.

Mais c'est une cinquième stratégie que l'administration Bush semble avoir résolument adopté. « *En définitive, il reste le pillage*, explique Robert Freeman. *Quand le remboursement de la dette d'une nation devient si important qu'il devient impossible de rassurer les créanciers, elle doit chercher une certaine source de richesse, n'importe quelle source* ». Les États-Unis n'ont choisi d'attaquer l'Irak, ni parce que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, ni pour instaurer la démocratie. L'objectif était de prendre le contrôle du pétrole, ou plutôt du marché international du pétrole.

Une croissance liée aux dépenses militaires

Les faits confirment l'analyse de Robert Freeman : sous l'administration Bush, l'économie des États-Unis a été orientée vers la guerre et la conquête.

L'administration a légitimé l'augmentation du déficit budgétaire par la nécessité de mener la guerre au terrorisme. Cette justification a aussi permis de déplacer les budgets des infrastructures sociales aux investissements pour la guerre. Les dépenses de défenses sont passées de 3,1 % du PIB en 2001, à 3,4 % en 2002 et à 3,5 % en 2003.

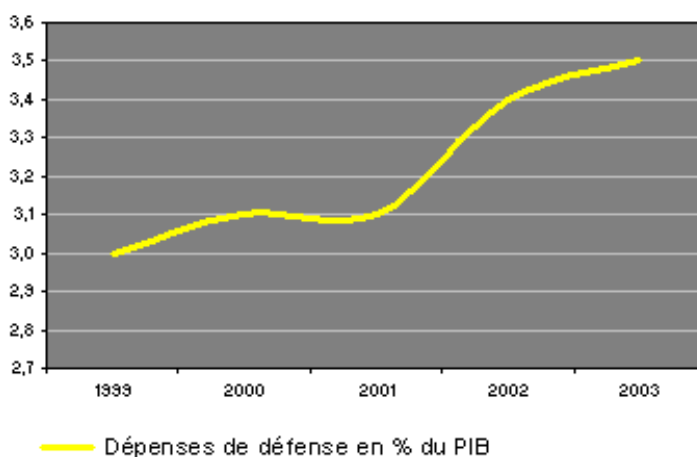
La croissance de ces dépenses publiques a profité aux entreprises privées d'armement. Ainsi, Northrop Grumman a connu une hausse de 57 % de ses ventes entre 2002 et 2003 et est passé d'une perte à un bénéfice net. La division de défense de Boeing a accumulé un bénéfice d'exploitation en hausse de 38 %. Le chiffre d'affaires de Lockheed Martin, numéro un mondial de la défense, a augmenté de 23 %, tandis que sa division aéronautique voyait ses ventes

augmenter de 60 %.

Mais d'après Robert Pollin, professeur d'économie à l'université du Massachusetts, les dépenses pour la main d'œuvre et les armements sont restées relativement faible. La part du lion est revenue à Halliburton, Bechtel et quelques autres groupes privés liés à l'administration Bush.

Ainsi, la croissance tant applaudie par les analystes touche principalement les investissements liés à la guerre. Pendant le deuxième trimestre 2003, en pleine guerre contre l'Irak, environ 60 % du taux de croissance étaient attribuables aux dépenses militaires. [3]

DÉPENSE DE DÉFENSE EN POURCENTAGE DU PIB



Du refus de signer le Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, à la guerre contre l'Irak, en passant par le projet militaire titanesque de « guerre des étoiles » et la mise en place d'une guerre perpétuelle au terrorisme, tout indique la nouvelle orientation économique des États-Unis tournée vers la guerre et la conquête.

Au siècle dernier la reconversion d'une économie de guerre en économie de paix était extrêmement difficile. La transformation d'une industrie à usage militaire était délicate. Aujourd'hui, la sophistication des armements la rend impossible. L'orientation économique prise par l'administration Bush est donc sans retour. La guerre est pour les États-Unis la condition de sa survie économique.

[1] « [I.M.F. Says U.S. Debts Threaten World Economy](#) » par Elizabeth Becker et Edmund L. Andrews, *New York Times* (États-Unis), 8 janvier 2004.

[2] « [How Will Bush Deal With the Deficits ? Connecting the Dots to Iraq](#) », par Robert Freeman, *CommonDreams.org*, 5 janvier 2004.

[3] « [How the War Machine is Driving the US Economy](#) », par Andrew Gumbel, *The Independent* (Royaume Uni), 6 janvier 2004.

Al Qaïda aurait tué 133 Français pour imposer le voile islamique !

Analyse

Le professeur David Miller analyse dans le *Guardian* d'adoption par le Royaume-Uni de la doctrine militaire états-unienne de « domination de l'information ». Désormais la distinction classique entre information et propagande est dépassée : l'information est contrainte de passer par un filtre. C'est ce que l'on a vu avec les « journalistes embarqués » pendant la guerre d'Irak. Plus encore que de chercher à les intoxiquer, on les a contraints à adopter le point de vue de la Coalition. Simultanément, on a attaqué les « journalistes indépendants », quels qu'ils soient.

L'écrivain Ayaan Bayoumi s'efforce de tenir un discours homologue sur l'islamophobie dans l'*International Herald Tribune*. S'il cite des exemples précis d'attaques de mosquées au Royaume-Uni et de déclarations diffamatoires de personnalités comme Silvio Berlusconi, il se montre particulièrement aveugle en assimilant le refus par Jacques Chirac du voile à l'école à de l'islamophobie.

La chercheuse Diana Pinto lui répond dans le même quotidien que la position de Jacques Chirac doit être replacée dans le contexte historique de la laïcité française. Elle peut être considérée comme rigide, maladroite et erronée, mais pas comme islamophobe.

Walid Phares, du cabinet de relations publiques pro-israélien **Benador Associates**, présente, quant à lui dans le *Washington Times*, une lecture de cette polémique au regard de la « guerre des civilisations ». Jacques Chirac aurait tenté de passer un marché avec le diable : soutenir les Irakiens et les Palestiniens en politique internationale et obtenir en échange de pouvoir

interdire le voile et limiter l'islam en politique intérieure. Mais il se serait damné pour rien car les musulmans en veulent toujours plus. C'est pourquoi Al Qaïda aurait fait sauter l'avion français qui s'est abîmé près de Charm-el-Scheik. Le principal problème de cette démonstration fantaisiste est qu'elle repose sur un argument imaginaire : jusqu'à preuve du contraire, la chute de cet avion est accidentelle.

Dans la même veine irrationnelle, Edgard M. Bronfman et Cobi Benatoff, respectivement président du Congrès juif mondial et du Congrès juif européen, accusent la Commission européenne d'antisémitisme dans une tribune retentissante du *Financial Times*. Ils reprochent à la Commission, et notamment à son président Romano Prodi, d'avoir publié un sondage sur les États qui menacent la paix et d'avoir refusé de publier une étude sur l'antisémitisme européen. En réponse la Commission, estimant que les conditions d'un débat serein n'étaient pas remplies, a immédiatement ajourné sine die le séminaire sur l'antisémitisme qu'elle avait convoqué. L'attaque de MM. Bronfman et Benatoff est particulièrement mal argumentée et apparaît comme une volonté d'imposer un point de vue et un discours : il serait répréhensible de constater que le colonialisme israélien menace la paix et d'exiger une enquête sociologique rigoureuse avant de se permettre d'affirmer que les musulmans d'Europe sont antisémites.

Après ce déferlement d'obscurantisme, on appréciera la tribune de Susan Jacoby du Center for Inquiry dans le *New York Times*. Elle déplore la lâcheté des Démocrates qui se croient obligés de jouer les bigots dans la campagne électorale états-unienne. Ils contribuent à valider l'idée selon laquelle le pouvoir vient de Dieu et non du peuple, c'est-à-dire la philosophie politique de George W. Bush et non celle des pères fondateurs, qui refusèrent d'inscrire une référence à Dieu dans la Constitution.

Karma Nabulsi, ancienne représentante de l'OLP, s'indigne dans le *Guardian* de la crédibilité accordée à l'Initiative de Genève. Ceux qui pensent pouvoir négocier l'abandon par le peuple palestinien de son droit au retour ne peuvent prétendre le représenter et ne lui apportent aucun espoir. Enfin, le major Roger D. Carstens du Council for Emerging National Security Affairs, dénonce dans le *Washington Times* la prétendue « diplomatie des tremblements de terre ». Pour lui, les États-Unis ne doivent pas porter secours à l'Iran endeuillé, mais le combattre. En effet, Téhéran financerait des organisations terroristes comme l'OPL sunnite (sic !) et hébergerait Ben Laden (sic !). Cependant, il ne conviendrait pas d'entrer en confrontation directe avec une puissance qui serait nucléaire, mais plutôt d'y organiser une « révolution de velours » comme en Serbie et en Géorgie. Là encore, l'argumentaire ne se soucie pas de la réalité.

David Miller

David Miller est chercheur spécialisé sur les médias à l'Université de Stirling. Il est l'auteur de *Tell Me Lies : Propaganda and Media Distortion in the Attack on Iraq*.

« L'effet de la domination »

Source : The Guardian

Référence : « The domination effect », par David Miller, *The Guardian*, 8 janvier 2004.

La « domination de l'information » est un aspect peu discuté, mais significatif, de la stratégie de domination totale du gouvernement états-unien qui intègre plus que jamais les informations et la propagande au cœur des structures de commandements militaires. Alors qu'auparavant, la propagande impliquait la gestion des médias, la domination de l'information met fin à la distinction entre l'information et la propagande et, selon le colonel Kenneth Allard [1], utilise l'information « *comme une arme de guerre* ».

La domination de l'information est une doctrine militaire états-unienne aujourd'hui adoptée par le Royaume-Uni. Selon le ministère de la Défense britannique, le maintien de la domination de l'information sera aussi important que la protection physique dans les conflits à venir. Pour les experts, cette domination passe, dans un premier temps, par la construction et la défense d'une information amicale et la dégradation des informations reçues par l'adversaire. C'est ce qui a motivé la pratique des « journalistes embarqués » en Irak qui ont émis, selon le ministère de la Défense britannique, 90 % d'articles positifs ou neutres.

Dans un second temps, il faut « nier, dégrader, détruire ou aveugler » les capacités de l'ennemi. C'est ce qui explique les différentes attaques dont a été victime *Al-Jazeera*, mais les médias de pays amis qui critiqueraient les opérations militaires pourraient également être pris pour cible de l'aveu même des militaires états-uniens.

Il existe déjà 15 groupes d'opérations psychologiques et ils continuent de se développer. Aujourd'hui, L. Paul Bremer mène une guerre contre les journalistes irakiens jugés trop indépendants face à l'*autorité provisoire de la Coalition en Irak*, tandis que la guerre contre *Al-Jazeera* et *Al-Arabiya* se poursuit.

[1] Le Colonel Allard est le correspondant militaire de la chaîne MSNBC

Ayaa Bayoumi

Ayaa Bayoumi est un écrivain égyptien vivant à Washington.

« Les musulmans en Europe font face à des abus répétés »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Muslims in Europe face widespread abuse », par Ayaa Bayoumi, *International Herald Tribune*, 8 janvier 2004.

Le cinquième rapport annuel sur la liberté religieuse dans le monde du département d'État montre une croissance effrayante des attitudes antimusulmanes des différents pays européens, y compris chez les alliés les plus forts des États-Unis.

En Grande Bretagne, une association musulmane de défense des Droits de l'homme a enregistré 344 incidents anti-musulmans dans l'année qui a suivi le 11 septembre 2001. Depuis juin 2002, les musulmans britanniques ont dû subir des attaques et des actes de vandalisme contre leurs lieux de cultes, parfois à cause de reportages négatifs et irresponsables dans les médias. En Italie, des responsables politiques et religieux, parmi lesquels on compte **Silvio Berlusconi**, ont contribué au sentiment anti-islamique en présentant les immigrants comme une menace ou en vantant la supériorité de la civilisation occidentale sur la civilisation musulmane.

Selon le rapport, la seconde cause de discrimination contre les musulmans, ce sont les restrictions à la liberté religieuse en Europe. L'ambassadeur états-unien pour la liberté religieuse **John Hanford**, a critiqué le 18 décembre, la décision française sur le port d'insigne religieux et surtout sur le port du voile islamique. Il a déclaré que les femmes musulmanes devaient avoir le droit de pratiquer leur religion pacifiquement comme elles le font dans d'autres pays, sans que le gouvernement ne s'en mêle. Un autre débat sur le même sujet est ouvert en Allemagne. En Espagne, les musulmans, les juifs et les protestants se plaignent des faveurs dont le gouvernement gratifie l'Église catholique et estiment qu'ils devraient avoir droit aux mêmes faveurs.

Les États-Unis ont exprimés leurs craintes que les gouvernements ne limitent la liberté religieuse au nom de la guerre au terrorisme et ne créent ainsi plus de radicalisme. Le département d'État a fait un bon travail en pointant les problèmes, il doit maintenant discuter avec les pays d'Europe pour que la guerre au terrorisme ne serve pas d'excuses aux abus contre l'Islam dans le monde.

Diana Pinto

Diana Pinto est historienne italienne et ancienne consultante pour le Conseil de l'Europe. Elle est l'auteur de *The Wager : Reconciling Europe and the Jewish World in the 21st Century*.

« La longue et sanglante voie qui mène à la laïcité française »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The long, bloody path that led to French secularism », par Diana Pinto, *International Herald Tribune*, 8 janvier 2004.

La décision de **Jacques Chirac** de demander une loi sur l'interdiction des signes religieux dans les écoles publiques a suscité un flot de critiques inhabituelles en provenance des responsables politiques états-uniens et britanniques ainsi que dans l'opinion publique. Ces critiques se fondent sans doute sur la croyance dans le fait que l'intégration des musulmans dans les sociétés occidentales est un phénomène global.

Il faut pourtant comprendre que -que l'on apprécie ou pas la décision française-, elle s'inscrit dans des raisons historiques et politiques. C'est pourquoi elle a été soutenue par des croyants de toutes les religions en France. En agissant ainsi, la France ne veut pas stigmatiser l'islam en le présentant comme une religion étrangère, mais lutter contre ses propres démons religieux historiques.

Beaucoup en France considèrent la laïcité comme la seule réponse à un passé politique tourmenté, marqué par les tragédies religieuses.

Les Français savent qu'ils abritent un équilibre religieux complexe et que céder aux demandes de l'islam entraînerait la jalousie ou des demandes analogues de la part des autres religions, ce qui menacerait tout l'édifice républicain français. Certaines demande de la communauté musulmane étaient perçues comme pouvant rompre le contrat républicain que les autres religions ont dû accepter dans le passé. Il est difficile de savoir pour l'instant si les forces laïques ont eu raison ou tort. Cela ne va peut-être pas favoriser l'intégration, mais ce qui est sûr, c'est que Jacques Chirac n'a pas voulu placer l'islam en France dans un statut de religion de second rang avec cette loi.

Walid Phares



Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions

« Le terrorisme en France »

Source : Washington Times

Référence : « Terrorism in France », par Walid Phares, *Washington Times*, 8 janvier 2004.

Quand **Jacques Chirac** a annoncé les mesures sur le « hijab » (le foulard islamique) en France, j'ai cru qu'il y aurait immédiatement un jihad contre la France en raison de l'importance que revêt ce foulard pour les fondamentalistes dans le monde.

de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficie d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

Le port du foulard est le symbole de leur influence. Quand un gouvernement laïque comme celui de la France s'y attaque, ils n'ont pas d'autres choix que de mener la guerre. Chirac espérait pourtant un marché politique : il s'opposait aux États-Unis sur l'Irak, protégeait Saddam Hussein jusqu'au bout, soutenait l'Autorité palestinienne contre Israël et l'occupation du Liban par la Syrie et, en échange, il attendait la « compréhension » de sa politique intérieure par les Arabes. Bien que Paris refuse de collaborer avec Washington contre Al Qaïda, que le président français ait serré la main du chef du Hezbollah lors d'un sommet au Liban et qu'il refuse de présenter ce groupe comme des terroristes, ni les sunnites, ni les chiites n'ont accepté sa politique. Dès l'annonce faite, les responsables religieux musulmans ont été sans pitié. Ainsi, le Cheikh Youssef El-Qardawi de la chaîne **Al-Jazeera** a appelé tous les musulmans à aider leurs « frères et sœurs de France ». Cet appel peut être reçu comme un appel à des actions pacifiques comme à des attentats.

On peut noter que, suite à la chute d'un avion qui a tué des centaines de Français en Égypte, un groupe nommé Ansar Al-Haq, un groupe lié à Al Qaïda, l'a revendiqué en mettant en cause la politique française sur le foulard. On ne sait pas encore si cette revendication est authentique, mais ce qui est sûr, c'est que ceux qui utilisent la crise du foulard pour entraîner la destruction existent et que la France va devoir faire un choix.

Edgar M. Bronfman, Cobi Benatoff



Ancien membre du conseil d'administration de Vivendi Universal, Edgar M. Bronfman est président du Congrès juif mondial depuis 1979.

Cobi Benatoff est président du Congrès juif européen.

« La trahison morale de l'Europe sur l'antisémitisme »

Source : Financial Times

Référence : « Europe's moral treachery over anti-Semitism », par Edgar M. Bronfman et Cobi Benatoff, *Financial Times*, 4 janvier 2004. Ce texte n'étant pas disponible gratuitement sur le site du journal, nous vous renvoyons à sa reproduction sur le site autrichien *die jüdische* le 5 janvier 2004.

L'antisémitisme peut s'exprimer aussi bien par l'action que par l'inaction et la **Commission européenne** est coupable des deux en réalisant d'abord un sondage présentant Israël comme la plus grande menace pour la paix mondiale, puis en censurant un rapport montrant l'implication des minorités musulmanes dans les incidents antisémites en Europe.

Cette attitude met en péril les juifs d'Europe. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés que chaque membre du **Parlement européen** reçoive une copie du rapport sur l'antisémitisme. Il démontre qu'on ne peut pas nier l'existence d'un lien entre les poussées de l'antisémitisme et l'escalade du conflit au Moyen-Orient et que la politique d'Israël vis-à-vis des Palestiniens fournit une excuse pour dénoncer les juifs dans leur ensemble. Le rapport révèle que, durant la période étudiée, les incidents antisémites ont été l'œuvre de l'extrême droite, des islamistes radicaux, des jeunes musulmans et de la gauche pro-palestinienne et que l'antisémitisme contemporain se fonde sur la croyance en une conspiration juive mondiale. La majorité des attaques antisémites hors d'Israël a lieu en Europe occidentale. Il est malhonnête de la part de l'Union

européenne de cacher cela.

Cette censure est un coup d'arrêt porté à la lutte contre l'antisémitisme et nous ne devons pas le laisser faire. Les démocraties sont jugées sur la façon dont elles traitent les minorités. Nous verrons ce que propose **Romano Prodi** quand il rencontrera le **Congrès juif mondial** le mois prochain.

Susan Jacoby

Susan Jacoby est l'auteur de *Freethinkers : A History of American Secularism*.

Elle est directrice du Center for Inquiry de New York.

« Une nation unie dans la laïcité »

Source : New York Times

Référence : « One Nation, Under Secularism », par Susan Jacoby, *New York Times*, 8 janvier 2004.

Dans la campagne de 2004, la laïcité est devenue un gros mot et les Démocrates ont été avertis qu'ils n'auraient aucune chance de gagner s'ils ne donnaient pas l'impression que leurs politiques se fondaient sur des valeurs aussi sacrées que celles proclamées par **George W. Bush**.

Au premier abord, la stratégie des Démocrates est uniquement opportuniste. Elle a conduit **Howard Dean**, considéré comme le plus laïque des candidats Démocrates, à expliquer qu'il priait tous les jours et à faire preuve d'œcuménisme en utilisant l'expression « Inch'Allah ». Toutefois, quand on y regarde de plus près, on comprend que l'emploi de raisons religieuses pour justifier des décisions politiques est fondé sur l'erreur, défendue par la droite chrétienne, que le gouvernement américain est légitimé par une autorité divine plutôt que par la raison humaine.

Les rédacteurs de notre constitution ont pourtant volontairement omis de mentionner Dieu dans le texte pour faire reposer le pouvoir suprême sur « Nous, le peuple ». La droite religieuse tente de faire croire que cette omission est due au fait que, pour les hommes des années 1780, l'influence de Dieu était une évidence. Mais ce raisonnement est absurde car les fondateurs représentaient en fait la majorité des citoyens qui ne voulaient plus d'ingérence du gouvernement dans les questions religieuses et plus d'ingérences religieuses dans le gouvernement. Cette omission fut d'ailleurs critiquée par les conservateurs à l'époque.

Pourtant, aujourd'hui, les Américains tendent à minimiser les convictions laïques des fondateurs comme ils minimisent l'apport des laïques dans l'abolition de l'esclavage et le combat pour les droits civiques. Les gouvernements ne doivent pas se fonder sur un mandat divin, mais respecter leur devoir constitutionnel en défendant la notion laïque de bien commun. Il faudra du courage politique pour le dire aux électeurs.

Karma Nabulsi

Karma Nabulsi est chercheuse au Nuffield College d'Oxford. Elle est ancienne représentante de l'OLP et elle a participé aux négociations de paix de 1991-1993.

« L'espoir de Shatila »

Source : The Guardian

Référence : « The hope of Shatila », par Karma Nabulsi, *The Guardian*, 8 janvier 2004.

Le mois dernier, le gouvernement suisse a invité des personnalités du monde entier à célébrer l'**Accord de Genève**, un plan de paix israélo-palestinien qui prévoit une séparation des deux États, le partage de Jérusalem, l'abandon de certaines colonies et la renonciation au droit au retour à leur foyer pour les réfugiés palestiniens.

Ce texte a été présenté comme une source de grand espoir et la preuve qu'il y avait des partenaires pour la paix. Pourtant, c'est le désespoir qu'il entraîne chez une majorité de Palestiniens car il démontre une réelle incompréhension du fondement de leur lutte pour leur liberté et leur droit : la reconnaissance du droit à leur foyer. Ce texte par conséquent, loin de combattre l'idéologie d'**Ariel Sharon**, la reconnaît.

La rencontre de Camp David entre **Bill Clinton**, **Ehud Barak** et Yasser Arafat avait déjà échoué sur cette question. La gauche israélienne n'a jamais voulu reconnaître ce principe et face au refus d'Arafat de l'abandonner, elle a commencé à le présenter comme un terroriste. En abandonnant le droit au retour, les négociateurs cèdent à l'ultimatum israélien et perdent toute chance de pouvoir réellement représenter les Palestiniens qui refusent dans leur grande majorité qu'il soit abandonné sous la pression.

Roger D. Carstens



Roger D. Carstens est major dans les forces spéciales états-uniennes. Il est membre du Council for Emerging National Security Affairs, un think tank créé en 1999 et composé de nombreux anciens responsables des questions de sécurité dans le gouvernement américain.

« Changer le régime en Iran »

Source : Washington Times

Référence : « Regime change in Iran », par Roger D. Carstens, *Washington Times*, 8 janvier 2004.

À la suite du tremblement de terre meurtrier en Iran, certains diplomates ont suggéré de mettre en place une « diplomatie du tremblement de terre » et de s'appuyer sur la bonne volonté engendrée par les efforts états-uniens pour aider les Iraniens pour négocier avec Téhéran. Vue la nature du régime, cela ne peut pas fonctionner.

L'Iran conduit des actes terroristes et en finance d'autres par le biais du Jihad islamique et du Hezbollah, deux groupes chiites ayant des liens avec les organisations terroristes sunnites comme Al Qaïda ou l'OLP. L'Iran est aujourd'hui le centre de gravité du terrorisme international. Il tente de déstabiliser nos politiques de démocratisation et de reconstruction en Irak et en Afghanistan. Des informations crédibles laissent à penser que Ben Laden a été

accueilli chaleureusement par l'Iran et qu'il y réside désormais.

Les liens de l'Iran avec le terrorisme sont rendus plus effrayants encore par le fait qu'il recherche des armes de destruction massive et notamment des armes nucléaires en violation du Traité de non-prolifération comme l'a prouvé l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

La question des Droits de l'homme serait à elle seule une raison suffisante de renverser ce régime. Les Iraniens ont soif de liberté, mais ils se heurtent à un régime oppressif et corrompu. C'est pour cela que les États-Unis doivent condamner le régime iranien, soutenir et entraîner les groupes d'opposition et affirmer son soutien à la population par le biais de la radio. Il faut organiser une révolution de velours en Iran

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Jerusalem Post, Daily Telegraph



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Les États-Unis et le Royaume-Uni déclarent qu'Israël sera le dernier État du Proche-Orient à désarmer

Référence : « UK : Syria, not Israel, must give up WMDs », par Anton La Guardia, *Daily Telegraph*, 7 janvier 2004. « UK : Syria, not Israel, must give up WMDs », par Anton La Guardia, *Jerusalem Post*, 8 janvier 2004.

Le *Jerusalem Post* a publié, jeudi 8 janvier 2004, un résumé extensif d'un article du *Daily Telegraph* dans lequel le journaliste chargé des questions internationales revenait sur la hausse des tensions entre la Syrie et l'axe anglo-états-uniens. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont en effet infligé un camouflet au président syrien Bashar al-Assad cette semaine, lui indiquant clairement que Damas doit abandonner ses armes de destruction massive ou être confronté à l'ostracisme, même si son voisin israélien peut conserver ses armes nucléaires. « *Israël est dans la situation unique d'être le seul État dont l'existence même est menacée* », a ainsi déclaré un important membre du gouvernement britannique, cité anonymement par le *Jerusalem Post*.

Isolé sur la scène internationale depuis la chute de Saddam Hussein, Bashar al-Assad est soumis à une forte pression après l'annonce du président libyen Muammar Khadafi de l'abandon par son pays des armes non-conventionnelles. Le président syrien a déclaré cette semaine qu'il n'accepterait pas de détruire ses armes chimiques à moins qu'Israël n'abandonne son arsenal nucléaire : « *A moins que cela ne s'applique à tous les pays, nous perdons notre temps* ». Washington et Londres ont indiqué à Damas que l'abandon de son arsenal chimique déjà bien développé et de son programme biologique embryonnaire était le prix à payer pour une amélioration des relations avec les États-Unis. Les deux pays ont dit soutenir l'idée d'un Proche-Orient libéré de toute arme de destruction massive, mais ont ajouté que les États « voyous » tels que la Syrie devraient désarmer les premiers et que, en conséquence, Israël serait le dernier. Selon l'article du *Daily Telegraph*, « *malgré la nouvelle tentative d'Assad de charmer l'Occident - ce qui comprend son voyage révolutionnaire en Turquie, un proche allié des États-Unis - il existe un sentiment croissant de frustration devant son incapacité à réformer le pays depuis qu'il a succédé à son père, mort en 2000* ».

Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

La Libye dément avoir noué des relations avec Israël, Israël déplore qu'elles aient fuité

Référence : « Libya denies contact ; Israel regrets leak », par Herb Keinson, *Jerusalem Post*, 7 janvier 2004. « Israel seeks Libyan ties », par Aluf Benn, Gideon Alon et Yoav Stern, *Ha'aretz*, 7 janvier 2004.

Des informations parues mercredi 7 janvier 2004 dans la presse israélienne, et notamment dans le *Jerusalem Post* et *Ha'aretz*, faisaient état de négociations secrètes entamées depuis dix jours entre la Libye et Israël.

Selon *Ha'aretz* cette initiative faisait suite à l'annonce par le président libyen, Muammar Khadafi, de l'abandon par son pays de son arsenal d'armes de destruction massive. Le fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, Ron Posor, serait parti à Paris à la fin du mois de décembre pour y rencontrer un responsable arabe et évoquer avec lui la possibilité d'un rapprochement avec la Libye. Il s'agissait non pas de reprendre des liens diplomatiques formels, mais plutôt d'ouvrir un canal diplomatique permettant un dialogue avec Tripoli. D'après des informations parues le même jour dans le journal koweïtien *Al-Siyasa*, des hauts fonctionnaires libyens et israéliens se seraient également rencontrés le 2 janvier 2004 à Vienne, à l'ambassade états-unienne. La venue en Libye d'une délégation israélienne, composée d'officiels israéliens et de membres du Mossad, y aurait été évoquée.

Ces informations ont été démenties par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères libyen, Hassuna el Shawash. Il a affirmé que ceux qui les ont diffusées devaient les prouver. La « *politique étrangère libyenne n'est pas fondée sur des rumeurs* ». D'après lui, « *celui qui a fait fuiter ces informations doit avoir un intérêt à le faire, mais leur publication a occasionné des dégâts* ». Des fonctionnaires israéliens ont également indiqué que la publication de ces informations avaient causé des « *dégâts diplomatiques à Israël* ». Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, actuellement en visite en Ethiopie, a déclaré que le renforcement des liens avec les pays arabes restait sa première priorité et que les discussions se poursuivraient à la fois publiquement et secrètement. Il a également souligné que le Premier ministre Ariel Sharon était pleinement informé de la tenue de ces réunions. Si la Libye cesse de soutenir le terrorisme et renonce à ses armes de destruction massive, a-t-il ajouté, Israël sera prêt à négocier avec elle.

Le Premier ministre israélien a déclaré, mercredi 7, qu'« *il n'y a aucune raison de courir* » vers des relations avec la Libye. « *Après tout, nous savons qui est Khadafi. Pourquoi nous précipiter ? J'ai entendu que le président Bush a déclaré qu'il ne lèverait pas les sanctions tant que la Libye n'a pas mis en application ses déclarations* ».

Le roi Abdullah ne veut pas faire de la Jordanie une « patrie alternative » pour les Palestiniens

Référence : « 'Jordan will never be alternative homeland' », *Jordan Times*, 8 janvier 2004.

Le roi Abdullah de Jordanie a réaffirmé, mercredi 7 janvier 2004, que la Jordanie ne serait jamais une « *patrie alternative pour qui que ce soit* ». Le monarque a déclaré devant un parterre d'officiers militaires venant de 14 pays arabes et étrangers participant à un programme d'entraînement au Royal Jordanian National Defence College [1] que la question d'une confédération entre la Jordanie et les Palestiniens n'étaient pas à l'ordre du jour pour l'instant. « *Il ne pourrait y avoir aucune discussion sur cette question avant qu'un État palestinien ne soit établi et que les deux peuples montrent leur volonté d'une telle confédération* », a-t-il précisé.

Il a ajouté que le processus de paix au Proche-Orient traversait une période difficile et que les efforts de la Jordanie étaient actuellement focalisés sur le soutien au peuple palestinien et à son gouvernement dirigé par Ahmed Qureih. Le roi Abdullah a expliqué que seul un gouvernement palestinien fort aurait la possibilité d'entrer, avec confiance et vigueur, en négociation avec Israël. Concernant les liens entre la Jordanie et la Syrie, le souverain a décrit ses rapports avec le président syrien, Bashar al-Assad comme étant « *excellents* ». Il a ajouté que les discussions qu'il a eues récemment avec les officiels états-uniens se sont focalisées sur l'importance du dialogue comme seul moyen de résoudre les problèmes. La Jordanie considère qu'un embargo sur la Syrie ne ferait que compliquer la situation, a-t-il ajouté.

[1] Le Royal Jordanian Defence College fonctionne sous le commandement de la Royal Jordanian War Academy et offre un entraînement moderne aux décideurs dans les domaines politiques et stratégiques

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Des parlementaires israéliens constituent un comité destiné à nouer des liens avec les organisations chrétiennes pro-israéliennes dans le monde

Référence : « MKs create 'Christian Allies Caucus' », par Tovah Lazaroff, *Jerusalem Post*, 6 janvier 2004.

Des parlementaires de la Knesset israélienne ont décidé de tendre la main en direction de la communauté chrétienne internationale en créant le premier comité parlementaire destiné à renforcer les liens avec les organisations chrétiennes pro-israéliennes du monde entier [1].

« *Nous avons besoin de leur aide pour lutter contre la délégitimation d'Israël qui devient de plus en plus forte* », a déclaré Yuri Shtern, d'Union nationale (ce parti regroupe l'extrême droite et les russes ultranationalistes d'Israël Beitenou), qui co-préside le groupe avec Yair Peretz, du Shas, une autre formation d'extrême-droite.

D'après Yuri Shtern, « *Israël n'a pas de meilleur ami dans le monde que les États-Unis, et cela n'est pas peu dû à nos amis chrétiens en Amérique, et nous espérons voir la même chose se produire en Europe et ailleurs* ».

Des hommes politiques israéliens, tels que le ministre d'Union nationale Benny Elon, se sont déjà individuellement tournés vers des groupes et des hommes politiques chrétiens. Mais aucun lobby formel n'avait été constitué au sein de la Knesset pour promouvoir de tels contacts et aider les Chrétiens en Israël.

Les représentants de trois organisations sionistes chrétiennes majeures envisagent d'assister à la réunion inaugurale du comité parlementaire qui doit se tenir dans quelques semaines : il s'agit de *Bridges for Peace*, des *Christian Friends of Israel* et de l'*International Christian Embassy in Jerusalem (ICEJ)*. Le président de cette dernière organisation a déclaré que son équipe « *saluait cette initiative comme une opportunité de soutenir encore plus Israël en portant à la connaissance des membres de la Knesset le travail vital que les sionistes chrétiens accomplissent pour et au nom de l'État* ».

[1] La création de ce groupe parlementaire est une conséquence du Sommet de Jérusalem auquel nous avons consacré une enquête exclusive, largement reprise dans la presse internationale.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

L'Autorité palestinienne tente de reprendre le contrôle de la rue et de désarmer les factions militantes

Référence : « Arafat fires Bethlehem intelligence chief », par Khaled Abu Toameh, *Jerusalem Post*, 8 janvier 2004. « PA seeks to buy illegal arms », par Khaled Abu Toameh, *Jerusalem Post*, 8 janvier 2004.

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a renvoyé le chef des services de renseignement militaires à Bethléem, le colonel Tarek al-Wahidi. Il est accusé d'avoir collaboré avec Israël et d'avoir usé de ses pouvoirs pour accumuler une confortable fortune.

D'après un haut fonctionnaire de l'Autorité palestinienne à Ramallah, cité anonymement par le *Jerusalem Post*, le colonel al-Wahidi sera prochainement interrogé sur ces accusations et pourrait être poursuivi en justice. Yasser Arafat a nommé Mohammed Zawahreh, l'un des assistants d'al-Wahidi, à la place du militaire.

Les accusations formulées à l'encontre du chef du renseignement militaire auraient été portées à la connaissance du président palestinien après la publication d'un article du *Jerusalem Post*, dimanche 4 janvier 2004. Les informations rapportées faisaient état de manifestations de familles de Palestiniens recherchés par Israël et qui avaient, en conséquence, été licenciés des services de renseignement du colonel al-Wahidi. Des prospectus avaient été distribués lors de ces rassemblements accusant le militaire d'avoir abusé de ses prérogatives pour se rendre maître de terrains et d'habitations.

Les manifestants accusaient également al-Wahidi d'avoir livré à Israël un Palestinien soupçonné d'avoir aidé Tsahal lors de l'assassinat de deux membres du Fatah, en avril 2003.

Le gouverneur de Bethlehem, Zuheir Manasrah, a rencontré une délégation du Fatah sur cette question et promis de lancer une enquête sur ces accusations.

Dans le même temps, le *Jerusalem Post* fait état d'informations sourcées de façon anonyme, selon lesquelles l'Autorité palestinienne tenterait par divers canaux de récupérer les armes illégales détenues par les factions militantes palestiniennes. Un accord financier serait notamment en cours de négociations avec les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa. Cette stratégie vise à éviter à l'Autorité palestinienne d'avoir à se confronter à des factions ou des individus armés.

D'après des sources anonymes palestiniennes, la tentative n'a que peu de chances d'aboutir. Selon l'une d'entre elles, « *il est impossible de récupérer les armes au moment où Israël lance d'importants raids militaires sur Naplouse et Rafah* ».

Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

Le Japon maintient son implication au Proche-Orient et notamment en Irak

Référence : « Japanese reliance on Mideast oil to continue », par Stanley Carvalho, *Gulf News*, 8 janvier 2004.

Le Japon a réaffirmé, mercredi 7 janvier 2004, qu'il continuerait à dépendre largement du pétrole du Proche-Orient et d'autres intérêts économiques. Tokyo s'est également engagé à verser 5 milliards de dollars jusqu'en 2007 pour la reconstruction de l'Irak et 28 millions de dollars pour la Palestine jusqu'en mars 2004, d'après la ministre des Affaires étrangères japonaise, Yoriko Kawaguchi, actuellement en visite à Abu Dhabi. Son porte-parole a précisé qu'en raison de la dépendance du Japon vis-à-vis du pétrole du Proche-Orient, « *la paix et la stabilité au Proche-Orient sont d'une importance vitale pour la sécurité mondiale et le Japon* ». Il a ajouté que « *les Émirats Arabes Unis fournissent à eux seuls 25 % des importations totales de pétrole du Japon* ».

De plus, il a indiqué que des compagnies japonaises étaient en état de négociations avancées pour l'obtention de contrats de développement et d'exploitation de gisements pétroliers en Iran. Selon lui, « *les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et du Japon se sont accordés pour dire qu'il existe des négociations sérieuses entre un consortium japonais et l'Iran et sont décidées à ce que soit élaborée une conclusion couronnée de succès dans un futur proche* ».

Le Japon a versé 2 millions de dollars d'aide humanitaire à l'Iran après le tremblement de terre de Bam. Tokyo envisage par ailleurs d'apporter son aide à Téhéran pour l'élaboration de constructions anti-sismiques, une technologie bien maîtrisée dans l'archipel. Le porte-parole a conclu en affirmant que des sociétés japonaises étaient bien placées pour obtenir des marchés en Irak, bien qu'il n'y ait encore eu aucune signature définitive de contrats. « *Le secteur privé japonais travaillait en Irak avant la guerre, et la plupart [des sociétés] ont une expérience de travail là-bas, mais il est prématuré dans les circonstances actuelles de parler de quoi que ce soit. Il est possible qu'elles seront impliquées* ».

Selon lui, les Émirats arabes unis et le Japon, deux pays centraux de la réunion des donateurs de Madrid, vont continuer à coopérer aux programmes et aux projets de reconstruction de l'Irak.